



**Fonds de Cohérence pour la Stabilisation – RDC**  
**Formulaire de soumission pour la prolongation sans coût supplémentaire**

<b>Partie A : Résumé du projet</b> <i>(À compléter par la cellule FCS)</i>	
<b>Date de soumission par le partenaire d'exécution :</b>  Le partenaire d'exécution a soumis la justification le 11 décembre 2019 après plusieurs semaines de discussions entre le partenaire et la cellule des Fonds de Cohérence de la Stabilisation (FCS) ainsi qu'une visite de deux jours du programme au Sud-Kivu du 5 au 6 décembre.	
<b>Titre du Projet :</b> Tujenge Pamoja kwa Ajili ya Amani <b>Program ID :</b> 00106007  <a href="https://edit.mptf.undp.org/factsheet/project/00106007">https://edit.mptf.undp.org/factsheet/project/00106007</a>	<b>Organe(s) des Nations Unies bénéficiaire(s) :</b> Programme de Développement des Nations Unies (PNUD) <b>Partenaire de mise en œuvre :</b> International Alert (lead) SOFAD, Groupe Milima, IFDP, APDIK, RIO, SVH, Caritas Uvira
<b>Personne de Contact :</b>  Nom: Caitlin Hannahan  Adresse: Stabilization Support Unit   ISSSS Technical Secretariat DSRSG/RC/HC Integrated Office   MONUSCO Goma Operations East (Lava Site), Goma, Office K22  Téléphone : +243 811 598 653 E-mail : caitlin.hannahan@one.un.org	<b>Lieu (province):</b> Sud Kivu
<b>Coût total du Projet :</b> \$7.560.000 Le montant actuel : \$7.560.000 Ce total comprend le budget du partenaire et les frais de l'agent de gestion.	<b>Durée totale du projet (mois) :</b> 32 mois avec l'extension ou 976 jours Date de démarrage : 28.06.2017 Date de clôture : 31.12.2019 <b>Date d'extension : (2 mois) 29.02.2020</b>

Type de révision de projet demandée : (voir le manuel d'opérations du FCS pages 65-67)

Prolongation sans coût supplémentaire\*\*

\*\* Pour tout changement du projet, soumettre un document de programme révisé

Révision Approuver par :

- Secrétariat Technique Provincial
- La cellule de FCS
- Le CAP

Date de révision approuvée :

Les agréments doivent être conservés par écrit et annexés au présent document de modification.

### Description du projet

Dans ce projet, International Alert travaillera avec 9 partenaires locaux, qui ont chacun une longue et forte présence dans la zone prioritaire (couvrant tous les 9 groupements cibles), et qui y mènent des interventions sous les 5 piliers de la I4S. Les 5 objectifs du projet seront poursuivis à travers une stratégie d'intervention holistique et intégrée, où des groupes de bénéficiaires participeront à plusieurs activités afin de renforcer l'impact. Le dialogue démocratique constitue le sous-bassement des autres 4 objectifs, car va toucher aussi bien la gouvernance foncière que la sécurité, la réinsertion et les relations de genre. Les activités seront basées sur les résultats de ce dialogue, qui permettra de prévenir et gérer des tensions pouvant survenir à cause des activités du projet.

Quelques exemples concrets :

1. La réussite des activités de dialogue sera un prérequis sur lequel se grifferont les activités de gouvernance sécuritaire sous le 3ème pilier ;
2. L'outil AGRIPAX, développé par IFDP sous le 2ème pilier, sera la base pour rapprocher les jeunes et les grands concessionnaires privés (ainsi contribuant au 4ème objectif).
3. Le renforcement des capacités des agents de la sécurité contribuera à la reconstitution de la confiance avec la population et aux changements des normes sociales négatives. International Alert et ses partenaires ont choisi de cibler 9 groupements, et la cité de Kamanyola parce qu'ils représentent les parties de la ZP où le besoin de stabilisation est le plus grand, mais aussi où des opportunités de consolidation de la paix se présentent, en construisant sur les avancés des projets en cours et les interventions antérieures et présentes des partenaires et d'Alert.

Le but du projet est de renforcer la confiance et la légitimité mutuelle entre l'État et la société, pour qu'ils puissent résoudre ou atténuer ensemble les principaux moteurs de conflit. L'objectif général du projet se résume ainsi : Les hommes et femmes dans la zone prioritaire et l'État congolais engagent un processus de dialogue inclusif pour résoudre les causes de conflit, consolider la paix et créer les conditions de stabilité des institutions et de relèvement économique de la zone.

**Objectif spécifique 1. Des solutions de paix concertées identifiées au sein des structures de paix communautaires sont mises en œuvre**

- Résultat 1.1 Plans d'action conjoints, inclusifs et sensibles au genre développés et approuvés par les représentants des communautés, et les autorités traditionnelles et formelles
- Résultat 1.2 Mécanismes de résolution de conflits au niveau communautaire inclusifs et participatif établis
- Résultat 1.3 Les acteurs clés (niveaux communautaire, provincial et national) sont mobilisés autour des questions de la stabilisation

**Objectif spécifique 2. Le nombre de conflits fonciers est réduit (grâce à l'amélioration de la gouvernance foncière)**

- Résultat 2.1 Les plans concertés pour la gestion du foncier sont mis en œuvre

- ▢ Résultat 2.2 La sécurisation et l'accès à la terre sont garantis par les entités compétentes
- ▢ Résultat 2.3 La médiation des conflits fonciers est efficace
- ▢ Résultat 2.4 Un cadre réglementaire du foncier est développé

**Objectif spécifique 3 Gouvernance sécuritaire renforcée**

- ▢ Résultat 3.1 Confiance renforcée entre population et services étatiques responsables de la sécurité
- ▢ Résultat 3.2 Des mesures pour la garantie de la sécurité, identifiées collectivement par les agents sécuritaires et les représentants de la communauté, sont mis en œuvre
- ▢ Résultat 3.3 Les groupes armés sont sensibilisés.

**Objectif spécifique 4 Cohésion sociale dans la zone prioritaire améliorée**

- ▢ Résultat 4.1 Réinsertion socio-économique des jeunes à risques assurée.
- ▢ Résultat 4.2 Liens sociaux entre et au sein des communautés renforcés

**Objectif spécifique 5 Niveau VSBG réduit dans la zone prioritaire**

- ▢ Résultat 5.1 Prévalence de normes sociales nocives qui contribuent à perpétrer les VSBG réduite
- ▢ Résultat 5.2 Les relations de genre au sein des ménages et communautés de la zone prioritaire s'améliorent et contribuent à réduire le VSBG

**Justification de la demande**

*Justifiez la demande de révision / modification en répondant aux questions suivantes (exemples)*

- *Pourquoi la prolongation sans coût est-elle requise ? Y a-t-il une raison stratégique ?*

L'extension sans coûts permettra la clôture efficace du projet et la passation des certaines structures établi et appuyé au cours du projet des différents niveaux aux différents acteurs qui peuvent prendre le relai de les accompagner. Cette extension donne aussi le temps d'accompagner l'évaluation finale si nécessaire et soutenir le secrétariat technique dans une réflexion d'une prochaine phase basé sur le projet en cours (qu'est-ce qui marche, qu'est-ce qui ne marche pas, leçons apprises, ...).

En juillet 2019, une extension sans coûts de six mois a été accordé au projet pour suivre le dialogue intercommunautaire sur les questions de gouvernance et sécuritaire dans les hauts plateaux. Ce dialogue a été organisé en juin de la même année pour assurer la passation des résultats du projet avec les nouvelles autorités qui ont été mis en place au niveau national et provincial suite aux élections au début de l'année.

Dans les derniers mois du projet (entre août et décembre), le plan d'action issu du dialogue intercommunautaire a connu une appropriation beaucoup plus forte que prévu par les autorités au niveau provincial et national. Le plan d'action a tiré l'attention des leaders a tous les niveaux quand les affrontements et les conflits ont recommencé dans la zone d'intervention (spécifiquement à Itombwe, Minembwe et Bijombo) parce que le plan est une feuille de route validée par toutes les communautés concernées qui reste valable est vu comme un outil de garder les espaces d'échange et des discussions.

Entre août et décembre, entre 30,000 et 50,000 vaches ont été volé ou tués ; les chiffres pour les nombres des déplacées dans la zone ne sont pas confirmés mais l'impact est visible aux centres de refuge y compris Minembwe, Mikenge, Bijombo Centre et dans la Plaine (notamment Bwegera, Luberizi et Mutarule). L'arrivée de beaucoup des familles avec leurs vaches et biens pendant la période de cultivation dans la Plaine a contribué à l'augmentation de tension. En décembre 2019, le gouvernement national, a travers le Comité de Suivi de STAREC, a validé le plan d'action issu du dialogue comme un outil autour lequel les communautés en conflit peuvent se retrouver et renforcer leur confiance mutuelle. L'appropriation par des autorités a permis le projet d'avancer avec la mise en place du Groupe de Plaidoyer pour la Paix de Sud Sud Kivu (GPPSSK) à Kinshasa en novembre 2019, une structure qui a comme objectif de suivre l'engagement politique autour de la mise en place du plan d'action. Dans cette sens, le plan d'action – et les structures mises en place pour son suivi – peut offrir une espace de médiation entre les leaders influentes des différentes parties au conflit et les « tireurs des ficelles » qui sont considéré d'être derrière le recommencement du conflit.

Comme conséquence, le projet était obligé dans les derniers mois du projet de s'adapter à la traction politique au niveau provincial et national pour assurer une consolidation des nouvelles structures – le GPPSSK au niveau national et le Comité de Suivi de plan d'action au niveau provincial et territorial. Leur accompagnement est important pour qu'ils sont capable de bien capitaliser sur les dynamiques politiques afin de renforcer les messages de paix et de faire le plaidoyer pour une résolution pacifique.

Certaines activités pendant la période d'extension sans coûts de juillet – décembre 2019 ont connu un retard a cause du calendrier politique. Par exemple, une mission de restitution du plan d'action au niveau national a été prévu pour septembre 2019. Cependant, après des analyses avec STAREC et l'UAS, il a été décidé de reporter la mission pour octobre pour donner plus des temps aux autorités nationales de s'installer dans leurs nouvelles postes.

Certaines autres activités ont pris plus des temps que planifiés pour assurer que toutes les procédures d'approvisionnement et de finance ont été suivi. Ça concerne spécifiquement la mise en place des filières économiques pour les jeunes instruits ciblés dans le projet. Cette activité a été planifié pour mai et juin 2019, mais a été reportés après le décès du consultant principal en juin. Après cette incident, l'activité a été relancé à nouveau et une nouvelle équipe a été recruté en septembre. Ils ont recommencé le travail sur terrain en octobre et sont en train de terminer la mise en place de ces filières. Cependant, il reste un grand besoin d'accompagner et suivre les jeunes dans les premiers mois des leurs activités pour qu'ils peuvent surmonter les premiers défis pendant la phase de démarrage de leurs activités.

C'est ainsi qu'il n'était pas possible de terminer la sortie de projet – notamment la passation de tous les structures au gouvernement et aux autres organisations internationales. ***Le consortium demande une extension sans coûts de deux mois jusqu'au fin février 2020 pour focaliser spécifiquement sur la passation des certaines structures territoriales, provinciales et nationales.***

- *Comment la prolongation sans coût sert-elle à répondre aux objectifs et résultats du projet ?*

La prolongation du projet sans coût assurera la remise des résultats aux acteurs étatiques et aux structures communautaires et assurer la continuation des activités des structures clés après la fin du projet. Ça répond à l'objectif global du projet qui est le renforcement de stabilité dans la zone et la restauration de l'autorité de l'état.

Les résultats du projet sont conduits par des structures clés qui ont été mise en place aux différents niveaux, mais qui avec la fin du projet risquent de tomber s'ils ne sont pas accompagnés techniquement et financièrement, notamment :

- Dialogue démocratique :
  - o Au niveau local/groupement : les Cadres de Concertation Intercommunautaires (CCI) ;
  - o Au niveau territorial/provincial : le Comité de Suivi du plan d'action de dialogue intercommunautaire ;
  - o Au niveau national : le Groupe de Plaidoyer pour la Paix au Sud Sud Kivu (GPPSSK)
- Résolution des conflits agri-éleveurs :
  - o Les Comités Mixtes agri-éleveurs
- Sensibilisation des groupes armés
  - o Les Unités Communautaires pour la Sensibilisation (UCS) ;
  - o Les structures des Conseils Locales pour la Sécurité de Proximité (CLSP) et les forums de groupement qui sont les structures semi-étatiques mais qui pour la plupart n'étaient pas opérationnelles avant le projet
- Pour l'encadrement des jeunes :

o Les coopératives des jeunes instruits et non-instruits et des AVECs

La plupart de ces structures ont été mis en place pendant les derniers six mois de la première année du projet, et pendant la deuxième année du projet. Des autres structures sont beaucoup plus nouvelles – notamment le Comité de Suivi, le GPPSSK et les coopératives pour les jeunes instruits – qui ont été mise en place pendant les dernières six mois du projet pour les raisons déjà mentionnés.

La stratégie de pérennisation du projet a envisagé un mécanisme pour la continuation de certaines structures après la fin du projet à travers des AGRs (activités de génération des revenus) qui ont été mise en place par les CCI par exemple.

La prolongation du projet permettra au projet de faire une passation systématique et bien planifiés avec des autorités et des autres intervenants dans la zone pour assurer que les structures continuent à résoudre les questions de conflit intercommunautaire, faire le plaidoyer auprès des autorités pour la mise en place du plan d'action de dialogue, identifier et sensibiliser les groupes armés qui opèrent dans la zone et assurer la collaboration avec les autorités de l'état sur leur démobilisation, et continuer d'encadrer les jeunes – et d'attirer des nouveaux – après la fin du projet.

- *Comment la prolongation sans coût bâtit-elle sur les réalisations actuelles du projet ?*

La prolongation sans coût bâtit sur quelques réalisations clés du projet, notamment :

Le processus de dialogue intercommunautaire et le plan d'action : l'appropriation du plan d'action, qui est le produit d'un processus de dialogue intercommunautaire sur les questions de gouvernance et sécuritaire dans les hauts plateaux, est un résultat du projet. Dans le contexte actuelle le plan d'action et tous les structures autour ce plan peuvent fournir des opportunités pour ramener les communautés et les leaders autour une table de dialogue pour essayer d'arrêter la violence dans la zone.

**Pendant la prolongation**, nous continuons a renforcer les capacités techniques des nouvelles structures qui ont été créés pour canaliser les efforts de plaidoyer autour la mise en place du plan – notamment le Comité de Suivi et le GPPSSK. La prolongation permettra les structures d'élaborer leurs plans stratégiques et définir leurs priorités pour les prochaines 6 - 12 mois, les mettre en contact avec d'autres intervenants (notamment les Good Offices of the SRSG de la MONUSCO) et assurer une bonne coordination avec d'autres organisations comme Search for Common Ground et Interpeace (qui vient de recevoir des fonds pour le plaidoyer au niveau national). La prolongation donnera un peu plus de temps pour nous assurer que tous les efforts du gouvernement provincial sont aussi canalisés à travers le Comité.

Le réforme de la loi foncière, la cartographie des parcelles et la réduction significative du conflit agri-éleveur : le projet a eu des résultats importants sur le gestion du conflit foncière aux différentes niveaux. Au niveau communautaire, un grand réduction des cas de conflits agri-éleveurs a été noté au cours du projet (avec 50 cas rapporté en juillet 2018 et seulement 4 cas rapporté en juillet 2019). Grâce aux efforts des comités mixtes, le système d'alerte précoce a été mise en place avec les autorités locales comme le Chef de Groupement, les couloirs des vaches ont été rétabli et les outils et approches de résolution des conflits agri-éleveurs ont été renforcé. Au même niveau, l'élaboration conjoint d'une approche participative pour la cartographie des parcelles pour éviter les conflits liés aux limites des parcelles a changé comment les questions de foncière sont traités au niveau de groupement et de la chefferie (par exemple à Kamanyola et Lemera). Aujourd'hui les autorités utilisent ces outils et approches participatives pour impliquer les communautés dans ces questions de gestion des terres et ont commencé à institutionaliser ces bonnes pratiques. Au niveau provincial et national, le projet a réussi de travailler avec les nouvelles autorités de l'état pour conduire un processus participatif de collecte des recommandations et feedbacks sur le contenu de la

nouvelle loi proposé et a élaboré des recommandations techniques qui vont assurer que l'application de la loi est sensible aux dynamiques du conflit dans la Plaine de la Ruzizi, les moyens et les hauts plateaux.

- **Pendant la prolongation**, le projet va exécuter un programme de passation des structures qui résoudre les questions de conflit foncière au niveau communautaire (notamment les Comités- Mixtes des agriculteurs et éleveurs, Groupes RFs) auprès des autres intervenants qui œuvrent dans la zone (par exemple GIZ). Ces structures ont un rôle important à jouer dans le contexte actuel ou le déplacement des communautés avec leurs vaches et biens est en train de mettre beaucoup de pression sur les relations intercommunautaires dans la Plaine.

La sensibilisation des groupes armés, la confiance restaurée entre les communautés et les services sécuritaires de l'état, et la collaboration entre les communautés et les services sécuritaires sur les questions sécuritaires :

le projet a connu des grands résultats sur la gouvernance sécuritaire surtout dans les moyens plateaux de Lemera et Kigoma. Aujourd'hui les communautés peuvent circuler après 18hrs (chose qui était « inconcevable » avant le projet) ; ils ont désengagé des groupes armés et ils participent activement dans les structures – comme les Unités Communautaires pour la Sensibilisation des Groupes Armés (UCS), Comités Locaux pour la Sécurité de Proximité (CLSP) et forums de groupement - conjointement avec les autorités de l'état pour identifier des risques sécuritaires et trouver des solutions durables. Ce résultat était seulement possible a cause d'une forte base de confiance qui ont été construit par le projet entre les communautés, les leaders étatiques, coutumières et communautaires, et les services sécuritaires.

- **Pendant la prolongation**, le projet va élaborer et exécuter un plan de passation des structures communautaires comme les UCS, avec les autorités étatiques, coutumières et communautaires

L'encadrement des jeunes instruits et non-instruits a risquent d'être recruté par les groupes armés : le projet a réussi d'encadrer plus de 600 jeunes instruits et non-instruits dans la zone et renforcer leur résilience a la manipulation par des seigneurs de guerre, les groupes armés et les tireurs des ficelles à travers les activités économiques conjoints et un programme de consolidation de cohésion sociale. Aujourd'hui ces jeunes participent activement dans les AVECs et les coopératives à travers lesquelles ils ont renforcer leur confiance mutuelle au point où ils donnent des crédits mutuels et s'aident à surmonter les défis sociaux. A travers un programme d'alphabétisation, counseling et échanges structurés sur le dialogue, le leadership et le genre, ils ont développé les capacités d'analyser l'information qu'ils reçoivent et prendre des décisions eux-mêmes. Ainsi, il y a beaucoup de témoignage des jeunes bénéficiaires du projet qui ont rejeté des appels des leaders divisives à mener des actes de violence, et ont pris l'initiative de sensibiliser des autres jeunes a risque d'être recruté par les groupes armés comme à Bijombo pendant la dernière phase de violence en octobre. L'impact de ces activités est beaucoup plus large que les jeunes eux-mêmes ; les communautés des ethnies différentes ont aussi changé leurs attitudes, notamment a Kakamba ou les membres des communautés Bafuliuro et Barundi ont été tellement étonné et encouragés par les activités conjoints des jeunes des ethnies différentes qu'ils ont créés leurs propres AVECs mixtes. Aujourd'hui toute la communauté bénéficie des ouvrages construits par les jeunes dans le cadre du projet – notamment le hangar a Rubanga, les points sur l'axe Nyamutiri et les poulailler centre informatique et la savonnerie à Lemera, tous gérés par les jeunes des communautés différentes.

- **Pendant la prolongation**, l'équipe de projet va continuer à focaliser les efforts sur la consolidation des nouvelles filières économiques pour les jeunes instruits et les coopératives. Pendant la prolongation, le cadre d'échange (y compris des acteurs étatiques) et les techniciens vont faire le suivi des filières ; ils peuvent répondre rapidement pendant cette période aux blocages ou obstacles, notamment s'il y a des pièces qui tombent en panne ou appui avec l'engagement des communautés, les responsables des marchés, et les autres fournisseurs dans les activités, etc.

Augmentation des femmes dans les positions de leadership au sein des structures communautaires, et une compréhension renforcée de la Résolution 1325 parmi les leaders communautaires et au niveau de territoire.

Grace aux efforts de sensibilisation, formation, mobilisation publique et plaidoyer, le projet a contribué directement à la nomination de 57 femmes chefs d'avenue a Kamanyola (avant il n'y avait pas des femmes

chefs d'avenue), et la nomination des femmes leaders dans les structures communautaires et semi-étatiques comme les comités-mixtes, les UCS, les CLSP, les équipes de reconnaissance et dans les comités de gestion des AVECs et des coopératives. Pendant la dernière année du projet, nous avons aussi travaillé avec le Ministre du Genre au niveau provincial et sa Division Genre pour appuyer la mise en pratique des priorités liés au plan d'action genre de la province du Sud Kivu – notamment la mise en place d'un réseau des femmes leaders pour la mise en place de la Résolution 1325 au niveau communautaire, et le renforcement des connaissances au niveau communautaire et territorial sur la Résolution 1325.

- **Pendant la prolongation**, le projet va travailler avec le Ministre du Genre au niveau provincial pour assurer la passation des structures sur le R1325 et leur institutionnalisation à travers la mise en pratique du plan provincial.

- *Est-ce que la prolongation sans coût réponds-elle aux résultats du dialogue démocratique*

La prolongation sans coût répond directement aux résultats du dialogue démocratique. Voir ci-haut l'explication sur comment pendant la prolongation on va travailler avec le GPPSSK et le Comité de Suivi pour qu'ils sont positionné de mettre en pratique le plan d'action.

- *Quels résultats seront atteint avec révision/modification/prolongation*

La prolongation sans coût permettra que le projet soit clôturé dans une manière correcte et sensible aux conflits qui va permettre les autorités et leaders de s'approprier de cette phase de clôture du projet avec la passation de certaines structures qui permettra la consolidation des résultats du projet. Ça permettra la consolidation des résultats du projet, par exemple au niveau communautaire ou les structures de dialogue intercommunautaire, les structures de sensibilisation des groupes armés et les structures de résolution des conflits agri-éleveurs. L'accompagnement et le suivi par les structures étatiques et d'autres partenaires permettra que certaines structures continuent à fonctionner après la fin du projet. Par exemple, la sensibilisation des groupes armés de se désengager et la résolution des conflits inter et intra-communautaires restent un élément important étant donné les dynamiques du conflit dans les hauts et moyens plateaux aujourd'hui qui mettent la pression sur la relation entre les communautés différentes.

- *Y a-t-il des leçons apprises qui justifient la prolongation sans coût/modification/prolongation ?*

La grande leçon apprise pendant la mise en œuvre du projet est que les projets qui travaillent sur le dialogue démocratique doivent avoir un calendrier flexible pour leur mise en œuvre. Comme expliqué ci-haut, le dialogue démocratique qui engage les acteurs étatiques et qui est mené dans les zones du conflit, reposent sur la traction et appropriation par les acteurs politiques et les communautés des acquis du processus de dialogue. Ces processus sont menés pendant les périodes critiques du conflit ou il y a très souvent les affrontements et la violence qui touchent les communautés qui sont impliqués dans le processus de dialogue. C'était le cas dans le projet pendant le moment que le dialogue a été mené (il y avait des affrontements à Minembwe). Dans cette situation il était nécessaire de reconsolider la confiance entre les communautés et renforcer les efforts de sensibilisation et de dialogue pour ramener les communautés et les leaders autour de l'acte d'engagement et le plan d'action qu'ils ont validé. Ce processus prend des temps et demande une approche flexible et qui est sensible à la pression dont les structures communautaires vivent avec.

Le projet doit être flexible aux changements politiques. Par exemple, dans les derniers 6 mois, le processus et le plan d'action sorti du dialogue a été fortement approprié par le Gouverneur de la Province du Sud Kivu, qui a participé dans 4 jours de dialogue et qui a joué un rôle important dans la préparation du dialogue. Cependant pour assurer que le plan est bien approprié politiquement dans les institutions, il était nécessaire

d'engager toutes les différentes parties prenantes politiques, les députés et les conseillers techniques au niveau territorial, provincial et national. Si le processus et le plan d'action sont appropriés, il y a une probabilité plus forte que le plan sera mis en œuvre. Cependant, ce processus a aussi pris des temps, surtout à cause des changements des postes politiques après les élections nationales et la nomination d'un nouveau Gouverneur. Bien que certains événements politiques soient difficiles à prévoir, certains autres – notamment liés aux processus établis comme la nomination des Gouverneurs et toute son cabinet, et aussi la nomination du cabinet national – sont des processus standards.

- *Que se passera-t'il si le projet ne soit pas modifié ?*

Si le projet n'est pas prolongé, la remise et le clôturé du projet risquent d'être fait dans une manière superficielle dans les trois semaines qui restent avant la fin du projet. Étant donné le contexte actuel du conflit, où les affrontements entre les groupes armés et les services sécuritaires continuent, et où beaucoup des membres communautaires restent en déplacement, c'est important que cette clôture soit faite dans une manière sensible. Si les communautés sentent « abandonnées » par le projet (qui a comme objectif de renforcer la stabilité) pendant un moment de crise, ils ne seront pas forcément prêts à engager et de participer dans une deuxième phase du projet.

- *Quels coûts / lignes budgétaires sont modifiés ?*

Les lignes budgétaires qui seront modifiées sont les suivantes (veuillez voir le budget pour les détails précises) :

Réduction de la ligne pour permettre des réaffectations budgétaires :

- 1.1.2.5 Contingence
- 1.1.2.3 Réunions régulières de comité de suivi
- 1.2.1.6 Appui aux réunions des groupes consultatifs
- 2.2.1.2 Sélectionner et recruter les équipes de reconnaissance
- 2.2.3.4 Enquêtes parcellaires
- 2.2.3.5 Dialogues concessionnaires – paysans
- 2.2.3.7 Vulgariser les cartes
- 2.3.1.2 Campagnes de sensibilisation
- 3.1.1.3 Cartographie participative des risques
- 3.1.1.4 Partage la cartographie avec des autorités
- 3.1.1.5 Etat de lieux de la parité dans les services sécuritaires
- 3.2.1.1 Organiser des échanges réguliers entre autorités
- 3.2.1.3 Activités de plaidoyer sur les plans d'action sécuritaires
- 3.3.1.1 Sensibilisation des groupes armés
- 3.3.1.2 Emissions radios sur le programme DDR
- 4.1.1.9 Constitution des AVEC
- 4.1.1.11 Fonds Flexible pour la mise en place des filières
- 5.1.4a Campagne de sensibilisation communautaire sur le VSBG
- 5.1.5a Renforcement des capacités des femmes
- 5.1.5b Mise en place des mécanismes de suivi de R1325
- 5.2.1.1 Mise en place des groupes de dialogue
- 5.2.6 Emissions radios sur les questions genre
- Annual workshop
- Kobo M&E system
- M&E Assistance
- Senior M&E Officer

- Project officers
- Senior project officer

Augmentation de la ligne :

- 1.1.2.1 Forum communautaire pour la restitution des résultats de dialogue (plan d'action)
- 1.1.2.6 Mise en place d'une structure au niveau provincial
- 1.2.1.4 Fonds de pérennisation des structures
- 2.2.1.3 Mettre en place et équiper les structures foncières (pour la remise des bâtiments)
- 2.2.2.4 Sensibilisation sur les droits et obligations foncières
- 3.1.1.1 Analyse de contexte régulière
- 3.1.1.2 Scorecard communautaire
- 3.1.1.7 Fonds flexibles pour la mise en place des plans d'actions
- 4.1.1.1 Identification des jeunes par les communautés
- 4.1.1.4 Groupes de dialogue avec les jeunes
- 4.1.1.7 Renforcement des capacités sur les filières
- 4.1.1.8 Réhabilitation des routes des dessertes agricoles
- 4.1.1.10 Kits de réinsertion
- 4.2.2 Appui financière pour le start up des activités économiques
- 4.2.3. Suivi par le cadre d'échange
- 5.1.5.c Appui aux initiatives des paix des femmes
- Activités de suivi
- Close out workshop
- Fonds de contingence pour la coordination
- Project Manager

Nous avons aussi faire des réaffectations entre les lignes des coûts opérationnels pour permettre que l'équipe continue de travailler pour 2 mois en 2020.

- *Est-ce que la prolongation sans coût confirme aux lignes directrices budgétaires ?*

Oui

- *Comment est-ce que la prolongation sans coût assure-t-elle l'économie, d'efficacité, d'efficacités ?*

La prolongation sans coût va assurer l'économie, d'efficacité et d'efficacités parce qu'elle va assurer que les structures dans lesquels le projet a déjà investi vont continuer à fonctionner après la fin du projet. Sans une remise formelle de ces structures aux autorités et autres partenaires et l'élaboration des plans pour leur fonctionnement après la fin du projet, il y a un risque que certaines structures tombent. Il faut souligner que beaucoup de ces structures ont été seulement créés vers la fin de la première année du projet, et pendant la deuxième année du projet. Comme résultat, certains entre eux ont fonctionné seulement pour une année ou moins (dans le cas de Comité de Suivi du plan d'action, c'est seulement 4 mois, et dans le cas de GPPSSK, c'est seulement 1 mois) et sont toujours en train de surmonter des défis liés à leur gestion et pérennisation. Le contexte actuel du conflit a créé des nouveaux besoins pour ces structures et ils sont sous pression de répondre. Les positions des parties prenantes du conflit sont devenues plus dur et donc le travail de certains structures (notamment ceux de dialogue et sécurité) est devenu beaucoup plus complexe et urgente qu'avant. Sous cette pression, et sans un accompagnement de proximité, ils risquent d'être fragilisés et de fermer.

Partie B: Décision du ST et la cellule de FCS

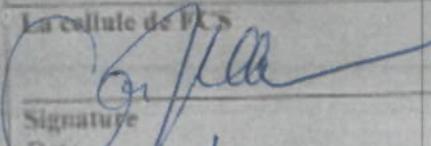
Décision du (ST et la cellule de FCS)

- Approuvé  
 Rejeté

Observations/Justification/Conditions éventuelles : La cellule FCS a approuvé la prolongation sans coût suite à deux jours d'atelier avec le partenaire d'exécution le 5 - 6 décembre à Bukavu en plein consultation avec la nouvelle coordinatrice du STAREC, Mm. Germaine Chiza et le chargé de suivi et évaluation provincial du Sud Kivu, M. Olivier Ruhambura. L'approbation par courrier électronique de cette décision figure en annexe.

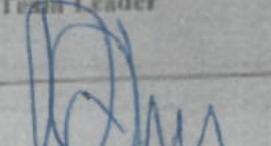
La cellule de FCS

Signature  
Date

  
05/12/2019

Le Deputy Team Leader

Signature  
Date

  
05/12/2019

Partie C : Décision du CAP

Décision du CAP

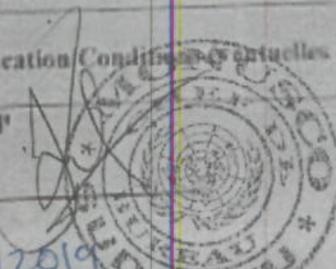
- Approuvé  
 Rejeté

Observations/Justification/Conditions éventuelles :

Coprésident du CAP

Signature

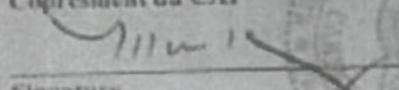
Date

  
20/12/2019

Coprésident du CAP

Signature

Date

  
20/12/2019

Partie D: Examen par l'Agent administratif  
(à remplir par l'Agent administratif)

Initiative de l'Agent administratif: Bureau du MPTF (Bureau des Fonds d'affectation spéciale pluri-partenaires), PNUD

- Projet conforme aux dispositions du Memorandum d'accord du PBF et aux dispositions administratives courantes concernant les donateurs